

Tou·te·s ensemble, ouvrons l'Université à tou·te·s !

Le lundi 19 novembre, le Premier Ministre Edouard Philippe a annoncé l'augmentation des frais universitaires pour les étudiant·e·s étranger·e·s, **dès la rentrée 2019**. Une année de licence coûterait **2770€** au lieu de 170€, une année de master ou doctorat coûterait **3770€** au lieu de 243€ et 380€ respectivement. Selon lui cette réforme permettrait à la France d'attirer plus d'étudiant·e·s internationaux·ales. Dans cette logique de compétitivité, l'Université payante serait gage de qualité pour la communauté internationale. Finalement, le 24 février la ministre Vidal a opéré un recul stratégique, épargnant uniquement les doctorant·e·s.

Une mesure qui augmente réellement l'attractivité ?

Effondrement des candidatures d'étudiant·e·s étranger·e·s :
-87% à Paris 8, -50% à l'université du Havre, -39% à l'université
Lumières-Lyon-II, -26% à Rennes-II, -30% à Rennes-I

Des étudiant·e·s trop coûteux·ses ?

Coût pour l'Etat = 3 milliards €
Gain pour l'Etat (taxes, impôts, cotisations etc.) = 4,65 milliards €
Déjà 1,65 milliards d'euros de bénéfices pour l'Etat français !

Une hausse compensée par des aides financières ?

7 000 bourses existantes + 6 000 bourses d'établissements + 8 000
exonérations de frais de scolarité = **21 000 bourses seulement**,
pour **500 000 étudiant·e·s en 2027**, donc 479 000 étudiant·e·s
devront payer le prix fort ou renonceront à venir.

**Cette mesure n'est qu'une étape de plus vers des hausses
généralisées, qui tiendront les classes populaires loin de
l'enseignement supérieur !**

Samedi 16 mars à 12h, lieu à définir (voir Facebook) :

Climat, justice sociale, ESR : luttons ensemble

Jeudi 21 mars à 16h, Amphi de l'IHEAL :

**Construisons ensemble la mobilisation pour une
université publique, ouverte et émancipatrice**

Tou·te·s ensemble, ouvrons l'Université à tou·te·s !

Le lundi 19 novembre, le Premier Ministre Edouard Philippe a annoncé l'augmentation des frais universitaires pour les étudiant·e·s étranger·e·s, **dès la rentrée 2019**. Une année de licence coûterait **2770€** au lieu de 170€, une année de master ou doctorat coûterait **3770€** au lieu de 243€ et 380€ respectivement. Selon lui cette réforme permettrait à la France d'attirer plus d'étudiant·e·s internationaux·ales. Dans cette logique de compétitivité, l'Université payante serait gage de qualité pour la communauté internationale. Finalement, le 24 février la ministre Vidal a opéré un recul stratégique, épargnant uniquement les doctorant·e·s.

Une mesure qui augmente réellement l'attractivité ?

Effondrement des candidatures d'étudiant·e·s étranger·e·s :
-87% à Paris 8, -50% à l'université du Havre, -39% à l'université
Lumières-Lyon-II, -26% à Rennes-II, -30% à Rennes-I

Des étudiant·e·s trop coûteux·ses ?

Coût pour l'Etat = 3 milliards €
Gain pour l'Etat (taxes, impôts, cotisations etc.) = 4,65 milliards €
Déjà 1,65 milliards d'euros de bénéfices pour l'Etat français !

Une hausse compensée par des aides financières ?

7 000 bourses existantes + 6 000 bourses d'établissements + 8 000
exonérations de frais de scolarité = **21 000 bourses seulement**,
pour **500 000 étudiant·e·s en 2027**, donc 479 000 étudiant·e·s
devront payer le prix fort ou renonceront à venir.

**Cette mesure n'est qu'une étape de plus vers des hausses
généralisées, qui tiendront les classes populaires loin de
l'enseignement supérieur !**

Samedi 16 mars à 12h, lieu à définir (voir Facebook) :

Climat, justice sociale, ESR : luttons ensemble

Jeudi 21 mars à 16h, Amphi de l'IHEAL :

**Construisons ensemble la mobilisation pour une
université publique, ouverte et émancipatrice**

Non à la marchandisation complète de l'enseignement supérieur et à l'exclusion des classes populaires !

Cette nouvelle mesure n'est qu'une étape de plus vers la fin de l'Université publique, car cette nouvelle réforme s'inscrit bien dans une **logique de privatisation et d'élitisation de l'éducation** en France. Depuis l'adoption de la **LRU en 2007** qui, au prétexte fallacieux d'accorder leur autonomie aux Universités, a organisé leur sous-financement chronique, **le budget par étudiant·e a chuté de près de 10 %**.

La pénurie des places de formation a donc été volontairement créée et la solution proposée pour remédier à ce problème a été **d'exclure de l'enseignement supérieur près de 100 000 personnes grâce à ParcoursSup**. Désormais, les lycéen·ne·s ne choisissent plus leur formation : elles et ils doivent se faire sélectionner par les Universités. Evidemment, **à ce jeu-là, les classes populaires perdent**, surtout si leur lycée se trouve dans un quartier stigmatisé. Voilà un bon moyen d'expliquer que les riches sont riches en raison de leur mérite : faire en sorte que les diplômes leur soient réservés.

Maintenant, on nous explique que **les étudiants financeront le désengagement de l'État, en s'endettant s'il le faut !**

Il est évident que **la hausse des frais va concerner de plus en plus d'étudiant·e·s**, et que les frais vont aller croissant. C'est ce qu'indique clairement le **rapport Gary-Bobo** : il fixe l'objectif et la méthode, qui doit être progressive. Evidemment, si un gouvernement aussi pressé adopte ce calendrier séquentiel, c'est pour éviter que nous ne nous mobilisions ensemble, pour défendre un bien commun que nous avons en partage et dont ce gouvernement veut nous priver.

La qualité de la production des savoirs repose sur la diversité de celles et ceux qui font vivre l'Université.

Ensemble défendons une Université ouverte, de qualité, et émancipatrice pour nous tou·te·s !

Plus d'informations :

sur internet : <https://universiteouverte.org/>

par mail : contact.universiteouverte@gmail.com

sur facebook : On étudie ici on reste ici et Paye Tes frais

sur youtube : Mobilisation paye tes frais

#UniversitéOuverte #PayeTesFrais

Non à la marchandisation complète de l'enseignement supérieur et à l'exclusion des classes populaires !

Cette nouvelle mesure n'est qu'une étape de plus vers la fin de l'Université publique, car cette nouvelle réforme s'inscrit bien dans une **logique de privatisation et d'élitisation de l'éducation** en France. Depuis l'adoption de la **LRU en 2007** qui, au prétexte fallacieux d'accorder leur autonomie aux Universités, a organisé leur sous-financement chronique, **le budget par étudiant·e a chuté de près de 10 %**.

La pénurie des places de formation a donc été volontairement créée et la solution proposée pour remédier à ce problème a été **d'exclure de l'enseignement supérieur près de 100 000 personnes grâce à ParcoursSup**. Désormais, les lycéen·ne·s ne choisissent plus leur formation : elles et ils doivent se faire sélectionner par les Universités. Evidemment, **à ce jeu-là, les classes populaires perdent**, surtout si leur lycée se trouve dans un quartier stigmatisé. Voilà un bon moyen d'expliquer que les riches sont riches en raison de leur mérite : faire en sorte que les diplômes leur soient réservés.

Maintenant, on nous explique que **les étudiants financeront le désengagement de l'État, en s'endettant s'il le faut !**

Il est évident que **la hausse des frais va concerner de plus en plus d'étudiant·e·s**, et que les frais vont aller croissant. C'est ce qu'indique clairement le **rapport Gary-Bobo** : il fixe l'objectif et la méthode, qui doit être progressive. Evidemment, si un gouvernement aussi pressé adopte ce calendrier séquentiel, c'est pour éviter que nous ne nous mobilisions ensemble, pour défendre un bien commun que nous avons en partage et dont ce gouvernement veut nous priver.

La qualité de la production des savoirs repose sur la diversité de celles et ceux qui font vivre l'Université.

Ensemble défendons une Université ouverte, de qualité, et émancipatrice pour nous tou·te·s !

Plus d'informations :

sur internet : <https://universiteouverte.org/>

par mail : contact.universiteouverte@gmail.com

sur facebook : On étudie ici on reste ici et Paye Tes frais

sur youtube : Mobilisation paye tes frais

#UniversitéOuverte #PayeTesFrais